

Document 1. La fusion, une raison stratégique

Un refus par la Commission européenne du mariage entre Alstom et Siemens dans le ferroviaire serait "une erreur économique et une faute politique", selon le ministre de l'Economie et des Finances.



Les deux géants veulent fusionner leurs activités dans le ferroviaire.

"Je persiste et je signe. Refuser la fusion entre *Alstom* et [Siemens](#) serait une erreur économique et une faute politique", a déclaré aujourd'hui Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, à des journalistes juste avant de rencontrer à Bercy la commissaire européenne à la Concurrence Margrethe Vestager.

"On ne peut pas prendre de décision industrielle au XXI^e siècle sur la base de règles de la concurrence qui ont été définies au XX^e siècle", a-t-il ajouté. Le ministre de l'Economie plaide régulièrement pour une révision de l'approche européenne sur les questions de concurrence, qui selon lui entravent la capacité à faire naître des géants industriels européens en mesure de faire face à la concurrence des groupes chinois ou américains.

Un rapprochement d'un "intérêt européen global"

"Nous estimons tous que [ce rapprochement] est aujourd'hui la meilleure réponse face à la montée en puissance de la Chine", a souligné le ministre en précisant qu'il s'agit d'un "intérêt européen global, pas seulement français et allemand". Pour lui, tant les autorités allemandes et françaises que les dirigeants des deux entreprises, Henri Poupart-Lafarge pour *Alstom* et Joe Kaeser pour Siemens, sont "totalement engagés" dans cette fusion.

Selon des sources proches du dossier, [la Commission européenne pourrait bloquer le projet](#) parce qu'elle juge insuffisantes les propositions des deux groupes pour assurer le maintien d'une concurrence satisfaisante.

